

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT-CHABLAIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

N° 2019-166

OBJET :

GEMAPI – Passation d'une
convention de délégation avec le
SIAC

L'an deux mil dix-neuf, le 15 octobre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Haut-Chablais, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Reyvroz, sous la présidence de Madame Jacqueline GARIN.

Nombre de conseillers communautaires en exercice : 30

Date de convocation du Conseil Communautaire : 10 octobre 2019

Présents :

Mmes GARIN Jacqueline, RICHARD Hélène, ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, BOIRE-VARLET Catherine Sophie, COTTET Sophie, CORNIER-PASQUIER Anne, TRABICHET Yannick et MUFFAT Sophie.

MM. BERGER Gérard, RASTELLO Lucien, PEILLEX Gilbert, RICHARD Michel, MUTILLOD Christophe, VUAGNOUX Jean-Louis, REY Emmanuel, LAGRANGE Georges, CRAYSTON José, MUFFAT Jean-François, POLLIEN Frédéric, GALLAY Gilbert, MORAND Jean-Claude et LOMBARD Gérard.

Résultat du vote :

votants27
pour27
contre00
abstention :...00

Procurations ont été données :

- par Nathalie GOINE à Henri ANTHONIOZ,
- par Martine PHILIPP à Gilbert PEILLEX,
- par Henri-Victor TOURNIER à Jean-Claude MORAND,
- par Florent FAVRE à Yannick TRABICHET,
- par Patrick COTTET-DUMOULIN à Catherine Sophie BOIRE-VARLET.

Monsieur Gérard LOMBARD a été élu secrétaire de séance.

Madame la Présidente rappelle que le Bassin Versant des Dranses et de l'Est lémanique est couvert par trois EPCI à fiscalité propre, membres du SIAC, porteurs de la compétence GEMAPI.

Les interventions prévues, notamment au contrat de rivières, nécessitent la plupart du temps un exercice coordonné des compétences et notamment une maîtrise d'ouvrage commune pour mettre en œuvre une procédure d'autorisation unique si besoin, assurer la cohérence dans leur l'exécution et une gestion technique unifiée et réaliser des économies de coûts et de moyens mis en œuvre par une consultation unique des entreprises et une dévolution des travaux sur un périmètre plus important.

Les travaux prévus s'inscrivent également dans la continuité du volet animation et concertation porté par le SIAC par référence à l'item 12 de l'article L211-7 du code de l'environnement et ceci par transfert de compétence. D'autre part, l'Agence de l'Eau souhaite une meilleure structuration du territoire autour d'un EPAGE unique, dans un premier temps à l'échelle du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Dans le cadre de la démarche de labellisation EPAGE qui permettra au SIAC d'intervenir après le 31/12/2019, Madame la Présidente rappelle la modification de ses statuts approuvée par délibération du 17 septembre 2019. Elle rappelle également le contexte réglementaire des délégations de compétence notamment pour la GEMAPI en référence aux items 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du code de l'environnement.

Madame la Présidente expose le projet de convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir avec le SIAC ainsi que ses ou son annexe(s).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

- à l'unanimité,
- approuve la convention de délégation de compétence GEMAPI jointe en annexe de la présente délibération,
- autorise Madame la Présidente à signer cette convention.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Reçu en sous-préfecture

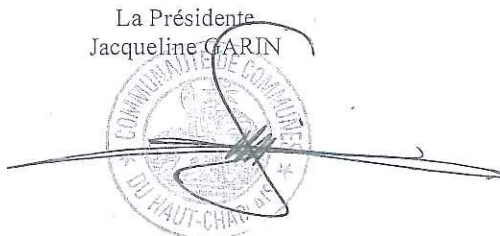
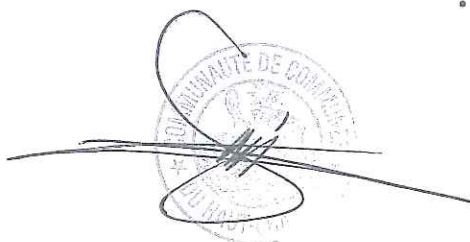
Le : 24.10.19...

Publié ou notifié

Le :

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOURS, MOIS ET AN QUE DESSUS
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

La Présidente
Jacqueline GARIN



Convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI,

en référence aux items 1°, 2°, 5° et 8° du I de l'article L211-7 du code de l'environnement

Entre :

La Communauté de Communes du Haut Chablais, représentée par Madame Jacqueline GARIN, Présidente, en application de la délibération de la Conseil Communautaire n° 2019-166 du 15 octobre 2019, ci-après dénommée « CCHC » ou « l'autorité délégante ».

et

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais dite SIAC, représenté par Madame Géraldine PFLIEGER, Présidente, agissant en vertu de la délibération du Comité Syndical n° 022-OCT/19 du 2 octobre 2019, ci-après dénommé « le SIAC » ou « le délégataire ».

Préambule :

Vu l'article 4 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations

« III. - Pour une période courant jusqu'au 31 décembre 2019, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou un établissement public territorial compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations peut déléguer à tout syndicat de communes ou syndicat mixte l'ensemble des missions relevant de cette compétence ou certaines d'entre elles, en totalité ou partiellement. Cette délégation totale ou partielle peut être réalisée au profit d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte sur tout ou partie du territoire de l'établissement public, ou au profit de plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de ce territoire. Une telle délégation obéit aux modalités prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales. »

Vu l'article L. 5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant

« Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou un établissement public territorial peut déléguer à un syndicat mixte mentionné à l'article L. 213-12 du code de l'environnement l'ensemble des missions mentionnées au troisième alinéa du présent article, ou certaines d'entre elles, en totalité ou partiellement. Cette délégation totale ou partielle peut être réalisée au profit d'un tel syndicat mixte sur tout ou partie du territoire de l'établissement public ou au profit de plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de ce territoire. Une telle délégation obéit aux modalités prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 1111-8. »

Vu l'article L1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) disposant que :

« Une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre une compétence dont elle est attributaire.

Les compétences déléguées en application de l'alinéa précédent sont exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante.

Cette délégation est régie par une convention qui en fixe la durée et qui définit les objectifs à atteindre et les modalités du contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'Etat.»

Vu l'article R1111-1 du CGCT disposant que :

« La convention prévue à l'article L. 1111-8 (...) détermine la ou les compétences déléguée(s), fixe la durée de la délégation de compétence ainsi que les modalités de son renouvellement, définit les objectifs à atteindre et les modalités de contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Elle fixe des indicateurs de suivi correspondant aux objectifs à atteindre.

Elle détermine également le cadre financier dans lequel s'exerce la délégation, les moyens de fonctionnement et les services éventuellement mis à la disposition de l'autorité délégataire ainsi que les conditions dans lesquelles des personnels de l'autorité délégante peuvent être mis à disposition de l'autorité délégataire ou détachés auprès d'elle.

La convention prévoit, le cas échéant, les modalités de sa résiliation anticipée.

Elle est approuvée par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui y sont parties. »

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L 211-7 I bis définissant la Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations ainsi : "Cette compétence comprend les missions définies aux 1°, 2°, 5° et 8° du I", c'est-à-dire :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Vu l'article 4 des statuts du SIAC, donnant compétence au syndicat, sur la base de l'item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement, pour :

L'animation, y compris pédagogique, et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (incluant notamment le portage, l'animation et la mise en œuvre des contrats de rivière, PAPI,...) y compris la maîtrise d'ouvrage des études préalables ou d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre de ces missions à l'échelle du bassin versant (diagnostic, plans de gestion, définition et suivi des flux, des prélèvements et de la qualité des eaux ...). Les actions relevant des eaux minérales ainsi que des compétences eau potable et assainissement des Communes ou EPCI-FP membres ne rentrent pas dans le champ des compétences du présent syndicat.

Vu l'article 5.01.01 des statuts du SIAC portant sur l'habilitation du syndicat à exercer par délégation de compétences des missions relevant des items 1°, 2°, 5° 8° (GEMAPI) ainsi que des items 6°, 7° et 11° du I de l'article L 211-7 du Code de l'environnement

Vu le contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique signé le 19 septembre 2017,

Considérant que les interventions sur le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique nécessitent un exercice coordonné des compétences et notamment une maîtrise d'ouvrage commune pour

- mettre en œuvre une procédure d'autorisation unique,
- assurer la cohérence dans leur l'exécution et une gestion technique unifiée,
- réaliser des économies de coûts et de moyens mis en œuvre par une consultation unique des entreprises et une dévolution des travaux sur un périmètre plus important.
- permettre une contractualisation avec les partenaires à l'échelle du bassin versant et visant à garantir des financements renforcés et pérennes.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1-délégation d'une partie de la compétence GEMAPI en référence aux items 1, 2, 5 et 8 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement

Sur le territoire hydrographique du bassin versant des Dranses Est Lémanique, la CCHC délègue au SIAC l'exercice d'une partie de la compétence GEMAPI dans les conditions suivantes :

- concernant l'item 1 de la compétence GEMAPI :

La délégation porte sur les aménagements d'intérêt général et d'importance pour le bassin versant des Dranses et des affluents de l'Est lémanique ou d'une fraction cohérente de ce bassin (unité hydrographique) visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau présents. Les aménagements à réaliser ne peuvent se faire qu'après étude préalable globale menée sur l'unité hydrographique concernée qui conclue sur les aménagements à mettre en œuvre ainsi que sur leur nécessité ou non pour la gestion équilibrée et intégrée du bassin versant.

A travers cette mission, les champs d'intervention du SIAC portent sur :

- **Les études et la mise en place de stratégies globales d'aménagement du bassin versant** (études géomorphologiques, études d'arasement de merlons, études hydrauliques, études de champs d'expansion des crues, de zones inondables, de ralentissement dynamique, d'ouvrages de rétention des crues...).
- **La définition (faisabilité, conception), la réalisation et la gestion d'aménagements hydrauliques au sens de l'article R.562-18 du code de l'environnement** (rétention, ralentissement et ressuyages des crues, barrages de protection, casiers de stockage de crues ...). Les aménagements hydrauliques concernent toutefois uniquement ceux dont la nécessité est préconisée ou confirmée par une étude préalable menée sur une unité hydrologique cohérente.
- **La création ou la restauration de champs d'expansion des crues, des zones de rétention temporaire des eaux de crues ou de ruissellement** (éventuellement le cas échéant avec mise en place de servitude au sens du 1° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement). Ces zones ne concernent toutefois uniquement celles dont la nécessité est préconisée ou confirmée par une étude préalable menée sur une unité hydrologique cohérente.
- **La création ou la restauration de zones de mobilité d'un cours d'eau** (le cas échéant avec mise en place de servitudes au sens du 2° du I de l'article L.211-12 du code de l'environnement). Ces zones ne concernent toutefois uniquement celles dont la nécessité est préconisée ou confirmée par une étude préalable menée sur une unité hydrologique cohérente.

- concernant l'item 2 de la compétence GEMAPI :

La délégation porte sur l'entretien et aménagement d'un cours d'eau comprenant des opérations d'intérêt général prévues dans le cadre d'opérations groupées inscrites dans un plan de gestion élaboré préalablement ou dans le cadre d'une étude globale sur une unité hydrologique cohérente (exemple : linéaire d'un torrent ou tronçon homogène de cours d'eau) du bassin versant des Dranses et des affluents de l'Est lémanique. Ces opérations d'entretien et d'aménagement concernent uniquement les parties du réseau hydrographique qui sont considérés comme des « cours d'eau » sur lesquels s'applique la

réglementation issue des articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement (cf. notamment le classement et la cartographie des cours d'eau en Haute-Savoie, DDT 74).

A travers cette mission, les champs d'intervention du SIAC portent sur :

- **La réalisation des opérations d'entretien régulier des cours d'eau (travaux) prévues par les plans de gestion** mis en œuvre permettant de maintenir dans leur profil d'équilibre les cours d'eau, d'assurer l'écoulement naturel des eaux et de contribuer au bon état écologique (masses d'eau naturelles) ou au bon potentiel écologique (masses d'eau fortement modifiées) des cours d'eau concernés.

Ces opérations d'entretien consistent aux travaux d'enlèvement des débris, des atterrissements, flottants ou non, et des embâcles (bois morts) ciblés par le plan de gestion concerné, ainsi qu'aux travaux d'élague, d'abattage, de recépage de la végétation des rives.

Ces opérations d'entretien comprennent également les travaux relatifs à la gestion du transport solide (remobilisation, enlèvement, réinjection des matériaux) permettant de garantir l'équilibre et la continuité sédimentaires.

Ces opérations d'entretien concernent aussi les travaux permettant l'éradication des espèces exotiques envahissantes (EEE) afin de supprimer ou de diminuer la pression de celles-ci sur les cours d'eau.

Ces opérations d'entretien peuvent être des travaux légers de restauration de faible ampleur ne portant que sur le lit mineur (exemple de travaux légers : travaux de plantations ou de végétalisation en berge).

Ces opérations d'entretien concernent exclusivement : le lit, les berges, la ripisylve des cours d'eau uniquement pour lesquels les travaux sont prévus préalablement par des plans pluriannuels de gestion en concertation avec l'autorité délégante : lors de ces travaux, la collectivité intervient dans le cadre d'un programme pluriannuel d'entretien (plan de gestion planifiant des opérations groupées d'entretien régulier : article L215-15 du code de l'environnement), en cas de défaillance du propriétaire, ou d'opérations d'intérêt général ou d'urgence.

Pour mémoire : L'élaboration de ces plans de gestion prévoyant des opérations d'entretien à une échelle hydrographique adaptée fait partie des études générales du contrat de rivières : cf. article 14 de la présente convention (item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement). En conséquence, l'élaboration et la mise à jour de ces plans de gestions sont financées par contribution des membres du SIAC dans les conditions fixées à l'article 10 de ses statuts. Ces actions sont reprises dans le tableau figurant en annexe n°1 à la présente convention.

Ces plans de gestion planifient les opérations à mettre en œuvre relatives à la gestion du transport solide, des boisements de berges, du bois mort et des espèces exotiques envahissantes (EEE) sur les principaux cours d'eau du bassin versant des Dranses et des affluents de l'Est lémanique.

Ces plans de gestion prévoient des opérations relevant de l'entretien régulier et/ou de restauration légère de faible ampleur (technique et financière). Les cours d'eau intégrés dans ces plans de gestion sont désignés lors de l'élaboration de ces documents de planification en concertation avec les intercommunalités concernées. Le but étant de prendre en compte les cours d'eau affectés globalement ou sur d'importants tronçons (linéaire appartenant à plusieurs propriétaires nécessitant une action groupée) par des altérations en fonction de la thématique concernée. A ce titre, les opérations à prévoir dans le cadre de ces plans de gestion relèvent de l'intérêt général. Outre les demandes d'autorisations environnementales (dont autorisation/déclaration au titre de l'article R214-1 du code de l'environnement) nécessaires à la mise en œuvre de ces plans de gestion, ceux-ci sont encadrés par des déclarations d'intérêt général (D.I.G.) permettant à la collectivité de se substituer aux propriétaires riverains qui n'ont pas les capacités techniques et/ou financières de mener les opérations préconisées. Les plans de gestion sont pluriannuels, en général d'une durée de 5 ans renouvelables.

- **La réalisation de travaux hydrauliques d'aménagement et de rectification du lit d'un torrent de montagne après étude préalable du cours d'eau concerné sur un périmètre adapté** (tout le linéaire ou tronçon hydromorphologiquement homogène) permettant notamment la sécurisation du torrent. Toute opération de ce type nécessite une étude conduite préalablement dans le cadre notamment des missions citées précédemment à l'item 1 (études hydromorphologiques, hydrauliques,...).

Les opérations d'entretien ou d'aménagement à réaliser qui ne font pas partie des champs d'intervention du SIAC sont :

- Toute opération à effectuer sur des parties du réseau hydrographique qui ne sont pas classées en tant que « cours d'eau » au titre de la police de l'eau. La réglementation issue des articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement s'applique sur les parties du réseau hydrographique qui sont considérées comme « cours d'eau » (Instruction du 3 juin 2015 de la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, visant l'établissement d'une cartographie des cours d'eau : cf. cartographie des cours d'eau en Haute-Savoie dont la méthodologie d'identification des cours d'eau en Rhône-Alpes et la notice de lecture de la cartographie, DDT 74).
- Toute opération d'entretien qui n'est pas inscrite dans les plans de gestion préalablement définis en concertation avec l'autorité délégante.
- Toute opération d'entretien à la charge du propriétaire riverain (non inscrite dans un plan de gestion au titre de l'article L.215-15 du code de l'environnement) : le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau (L215-14 du code de l'environnement et R215-2 du code de l'environnement).
- Toute opération nécessaire à la suite d'un événement exceptionnel non encadrée par un plan de gestion ou non préconisée par une étude globale du cours d'eau concerné sur un périmètre adapté (tout le linéaire ou tronçon hydromorphologiquement homogène affecté du cours d'eau).
- Toute opération d'entretien des lacs et des plans d'eau.
- Toute opération d'entretien de zones humides : la gestion des zones humides est traitée par l'item 8 du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement (cf. ci-après).

- concernant l'item 5 de la compétence GEMAPI :

La délégation porte sur la création, gestion et régularisation d'ouvrages de protection contre les inondations classés ou à classer en tant que systèmes d'endiguements au sens de l'article R.562-13 du code de l'environnement sur le bassin versant des Dranses et des affluents de l'Est lémanique.

A travers cette mission, les champs d'intervention du SIAC portent sur :

- **La définition et la régularisation administrative des systèmes d'endiguements** (au sens de l'article R.562-13 du code de l'environnement) : une étude comprenant un état des lieux dressant l'inventaire des digues et des ouvrages hydrauliques est notamment à réaliser. A l'issue de cet état des lieux, les systèmes d'endiguement sont à définir et à régulariser en concertation avec l'autorité délégante. Pour la régularisation de ces systèmes d'endiguement, des diagnostics et des études de danger sont également à réaliser afin d'obtenir les autorisations nécessaires.

***Pour mémoire :** l'état des lieux (inventaire des digues et ouvrages hydrauliques) et la concertation sur la définition des systèmes d'endiguement fait partie des études générales et de l'animation du contrat de rivières : cf. article 14 de la présente convention (item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement). En conséquence, ces études initiales sont financées par contribution des membres du SIAC dans les conditions fixées à l'article 10 de ses statuts. Ces actions sont reprises dans le tableau figurant en annexe n°1 à la présente convention.*

- **La gestion des systèmes d'endiguements** (au sens de l'article R.562-13 du code de l'environnement) : l'entretien, le suivi et la surveillance des ouvrages de protection existants contre les crues (digues et ouvrages hydrauliques) est à prévoir, à organiser et à mettre en œuvre après validation des systèmes d'endiguement à définir.
- **L'établissement de conventions pour la mise à disposition des digues construites avant le 28 janvier 2014** (au sens de l'art. L.566-12-1-I du code de l'environnement).
- **L'établissement de conventions pour la mise à disposition d'ouvrages ou infrastructures appartenant à des personnes morales de droit public, pouvant contribuer à la prévention des inondations** (au sens de l'art. L.566-12-1-II du code de l'environnement).
- **La mise en place de servitude sur des terrains d'assiette d'ouvrages de prévention des inondations ou d'ouvrages ou d'infrastructures contribuant à la prévention des inondations** (L.566-12-2 du code de l'environnement).
- **Les études et les travaux neufs pour l'implantation de nouveaux ouvrages** : création de digues ou d'ouvrages hydrauliques de prévention contre les crues en fonction des préconisations des études préalables et mise en œuvre des travaux. Des études de réduction des risques sont à effectuer pour la définition d'éventuels nouveaux ouvrages de prévention des inondations.

- concernant l'item 8 de la compétence GEMAPI :

La délégation porte sur la restauration hydromorphologique des cours d'eau; restauration de la continuité écologique des cours d'eau (migration des organismes aquatiques et transport de sédiments), protection et restauration des zones humides stratégiques au regard de leur intérêt pour la gestion globale et intégrée (épuration, expansion de crue, soutien d'étiage, valeur cynégétique ou écologique) à l'échelle du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique.

Les opérations de restauration et de gestion des zones humides portent uniquement sur celles qui ne sont pas encore concernées par des plans de gestion ou des programmes de travaux d'entretien et de restauration conduits par d'autres gestionnaires actuels.

A travers cette mission, les champs d'intervention du SIAC portent sur :

- **La réalisation des opérations de restauration de la continuité biologique.** Le délégataire met en œuvre les travaux de restauration préconisés par des études globales ou des plans de gestion.
- **La réalisation des opérations de restauration de la continuité sédimentaire et gestion du transport solide.** Le délégataire met en œuvre les travaux de restauration préconisés par des études globales ou des plans de gestion.
- **La réalisation des opérations de restauration hydromorphologique, renaturation de cours d'eau et restauration de bras morts et annexes alluviales** intégrant des interventions visant le rétablissement des caractéristiques fonctionnelles hydrologiques (dynamique des débits) et morphologiques (variation de la profondeur, de la largeur, substrats du lit, structure et état de la

zone riparienne). La mise en œuvre des opérations de restauration de grande ampleur définies préalablement en concertation destinées notamment à rétablir des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau. Le délégataire met en œuvre les travaux de restauration préconisés par des études globales ou des plans de gestion.

- **La réalisation des opérations de gestion des zones humides** : il s'agit uniquement pour le délégataire d'élaborer un plan de gestion stratégique des zones humides à l'échelle du bassin versant de manière à classer celles-ci et à définir les priorités de gestion en fonction du potentiel, de l'état de conservation, des enjeux et de la dégradation de ces milieux (opérations de préservation, d'entretien et/ou de restauration).
Les travaux de restauration, d'entretien et/ou de préservation des zones humides sont mis en œuvre par l'autorité délégante elle-même.
- **La réalisation éventuelle d'opérations de restauration et d'entretien de zones humides alluviales stratégiques pour le bassin versant des Dranses et des affluents de l'Est lémanique** en termes d'expansion des crues, de soutien d'étiage, de réservoir écologique de biodiversité. Ces opérations concernent uniquement des zones humides identifiées pour leurs intérêts primordiaux à l'échelle du bassin versant.

Les travaux de cet Item 8 relèvent en général du régime des opérations soumises à autorisation ou à déclaration au titre de l'article R214-1 du Code de l'Environnement en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement. Les travaux à mettre en œuvre comprennent les études de conception et les dossiers réglementaires nécessaires (autorisation environnementale et DIG).

Les opérations de restauration ou de gestion à réaliser qui ne font pas partie des champs d'intervention du SIAC sont :

- Toute opération à effectuer sur des parties du réseau hydrographique qui ne sont pas classées en tant que « cours d'eau » au titre de la police de l'eau. La réglementation issue des articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement s'applique sur les parties du réseau hydrographique qui sont considérées comme « cours d'eau » (Instruction du 3 juin 2015 de la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, visant l'établissement d'une cartographie des cours d'eau : cf. cartographie des cours d'eau en Haute-Savoie dont la méthodologie d'identification des cours d'eau en Rhône-Alpes et la notice de lecture de la cartographie, DDT 74).
- Toute opération à la charge du propriétaire riverain et dont l'intérêt général ne peut pas être justifié (exemple : protection de berge très ponctuelle d'un riverain qui souhaite stopper l'érosion de sa propriété).
- Toute opération nécessaire à la suite d'un événement exceptionnel non encadrée par un plan de gestion ou non préconisée par une étude globale du cours d'eau concerné sur un périmètre adapté (tout le linéaire ou tronçon hydromorphologiquement homogène affecté du cours d'eau).
- Toute opération de restauration ou de gestion des lacs et des plans d'eau.
- Toute opération de restauration ou de protection sur les zones humides déjà pris en charge par l'autorité délégante ou par un autre gestionnaire.

-modalités d'exercice de la délégation pour les items 1, 2, 5 et 8 cités ci-dessus :

Au titre de cette délégation, le SIAC aura notamment pour missions :

- de conclure les marchés de prestations, d'études (diagnostics, élaboration de plans de gestions ...) et de maîtrise d'œuvre nécessaires, et en suivre leur exécution,
- d'engager et conduire toute démarche et procédure visant à obtenir les autorisations légales et réglementaires préalables,
- de solliciter les financements des partenaires à ces opérations, obtenir le versement des aides à son intention et produire toutes les pièces afférentes,
- de conclure les marchés de travaux et en suivre leur exécution (après étape de validation prévue à l'article 2),
- de conclure tous les autres marchés de prestations, ainsi que le cas échéant de fournitures, nécessaires pour accompagner la mise en œuvre et l'exécution de ces travaux (coordination sécurité, contrôles, expertises, assurances etc...).

Article 2– Validation des opérations de travaux par l'autorité délégante

Au titre de la délégation décrite à l'article 1 ci-dessus, le SIAC ne pourra pas entreprendre la réalisation de travaux au nom et pour le compte de l'autorité délégante, avant conclusion, d'un commun accord entre les parties :

- soit d'une convention spécifique de conduite des travaux,
- soit d'un avenant à la présente convention permettant d'y adjoindre en annexe, ayant valeur contractuelle, une fiche de conduite des travaux spécifique à chaque opération de travaux à engager.

L'autorité délégante aura le choix entre ces deux alternatives.

Ce complément et cette étape de validation permettra notamment de préciser et de mettre à jour, contractuellement, les éléments suivants :

- le contenu technique de l'opération (nature et composantes des travaux, caractéristiques et implantations ...)
- l'estimation des coûts, avec répartition éventuelle entre EPCI-FP,
- les taux de subventionnements attendus ou estimés,
- le taux de tolérance consentie par l'autorité délégante vis-à-vis des coûts estimatifs nets validés,
- le planning de réalisation des travaux ainsi que la programmation prévisionnel des flux financiers entre les parties,
- les modalités de portage de la trésorerie,
- les modalités d'association des représentants de l'autorité délégante aux réunions de chantier et opérations de réception.

En application du contrat de rivières et des études déjà entreprises par le SIAC à ce titre, il peut déjà être précisé que les opérations qui devront faire l'objet de cette étape de validation avant engagement de travaux sont les suivantes :

Actions inscrites dans le contrat rivières (réf. C Riv)	action	coût estimé (€ H.T.)
Références GEMAPI B1-5C GEMAPI 1°, 5° et 8°	Entre Morzine et Montriond D.MRZ 1 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	647 625,00 €
B1-5D GEMAPI 1°, 5° et 8°	Vernay Bron D.MRZ 2 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	498 575,00 €
GEMAPI 1°, 5° et 8°	La Vignette D.MRZ 3 (dont déchetterie) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	780 615,00 €
B1-5E GEMAPI 1°, 5° et 8°	Le Bochard aval BCH_2 et BCH_3 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	484 000,00 €
B1-5F GEMAPI 1°, 5° et 8°	Le torrent de Seytroux SEY_2 et SEY_3 (passerelle des Mernets à la plage de dépôt de Mudry) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	166 000,00 €
B1-5G GEMAPI 1°, 5° et 8°	Brevon BRV_8 confluence avec la Follaz (queue de retenue du barrage de stabilisation) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	69 000,00 €
B2-7 GEMAPI 1°, 5° et 8°	Follaz FLZ_2 (de Haute-Cisère au barrage de Réculières) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	52 500,00 €
GEMAPI 1°, 5° et 8°	Queue de retenue du lac de Vallon BRV_1 et BRV_2 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	A déterminer
GEMAPI 1°, 5° et 8°	Dranse de Sous le Saix D_Saix_1 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	A déterminer
GEMAPI 1°, 5° et 8°	Dranse de Montriond D_MTR_4 : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	A déterminer
B1-5H GEMAPI 1°, 5° et 8°	Follaz FLZ_6 et FLZ_7 (au niveau de la STEP de Lullin) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	54 000,00 €
GEMAPI 1°, 5° et 8°	Brevon BRV_4 (du ruisseau de Tornerie à la microcentrale de Bellevaux) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	A déterminer
GEMAPI 1°, 5° et 8°	Brevon BRV_6 aval (au niveau de Bellevaux) : opération de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	A déterminer
B1-3 GEMAPI 8°	Opération de restauration de la continuité biologique : Brevon BreT3 – Passage à gué « Le Cerny » : compétence de restauration du cours d'eau et amélioration des protections contre les inondations	417 000,00 €
B1-7 B1-8 GEMAPI 2°	Opération de restauration et entretien des boisements de berges, bois mort et invasives	342 640,00 €
B1-4 GEMAPI 2° 8°	Opérations de gestion du transport sédimentaire résultant de la mise en œuvre du plan de gestion du transport solide en cours d'élaboration	A déterminer
B1-11 GEMAPI 8°	Opérations de préservation, restauration et gestion des zones humides en lit majeur – zones humides alluviales	10 775,00 €

Toutes les actions au stade travaux qui n'ont pas été validées conformément à l'article 2 sont exclues de la présente délégation.

Article 3 – Responsabilités et missions

3.1 – Responsabilités et missions de la CCHC

La délégation de compétence n'emportant pas transfert de celle-ci et pouvant être « sécable », la CCHC conserve :

- les missions de la compétence GEMAPI qui ne sont pas citées à l'article 1 ci-dessus,
- le financement des compétences concernées par la présente délégation de compétences et ceci par ses fonds propres selon les modalités fixées à l'article 5 ci-après,
- toute mission d'intervention de mise en sécurité et/ou d'urgence au titre de l'exercice de la compétence GEMAPI. Pour ces interventions, le SIAC s'engage à apporter le soutien de son équipe technique,
- la responsabilité des personnes et des biens qui relèveraient de l'exercice de la compétence GEMAPI en dehors des missions précisément déléguées au SIAC.

3.2 – Responsabilités et missions du SIAC

Les parties conviennent d'œuvrer à une stabilité du contenu des prestations déléguées. En cas de modification substantielle à l'initiative du SIAC ou de l'autorité délégante ; les parties se rencontreront pour en fixer le cadre et plus particulièrement les impacts financiers.

Le SIAC exercera la compétence déléguée au nom et pour le compte de l'autorité délégante, en étroite collaboration avec celle-ci.

Dans ce cadre, le SIAC assure notamment :

- l'exécution, pour le compte de l'autorité délégante, des missions déléguées conformément aux règlements et normes techniques en vigueur, ainsi que dans le respect de l'environnement et des règles de sécurité des tiers et des intervenants aux travaux,
- la préparation, la passation et l'exécution de tous contrats nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont déléguées ; il commande les prestations et assure le suivi de leur bonne exécution aux plans administratif, technique et sécuritaire. A ce titre, les contrats et marchés comporteront une mention relative à un transfert automatique à l'autorité délégante en cas d'interruption de la présente délégation.
- l'exécution administrative et financière des contrats : le SIAC procède au paiement des prestataires suite à la vérification du service fait,
- les démarches et procédures d'autorisation environnementale ainsi que la conduite des enquêtes publiques si nécessaire.

Article 4 – Entrée en vigueur - durée

La délégation de compétence prend effet lors de sa signature par les deux parties jusqu'à expiration du contrat de rivières (contrat de rivières signé le 19 septembre 2017 pour une durée de 5 ans). La présente convention remplace la précédente convention conclue entre les parties le 10/01/2019.

Par achèvement des missions ou expiration du contrat de rivières, sont intégrés l'achèvement du traitement administratif, financier et comptable de ces opérations (notamment perception des subventions, solde de tout compte entre le SIAC et l'autorité délégante, écritures d'intégration des actifs ainsi réalisés) ainsi que la période de garantie de parfait achèvement des travaux menés dans le cadre de la présente délégation.

Toutefois, en l'absence de labellisation EPAGE du SIAC à la date du 31 décembre 2019, la délégation de compétence, objet de la présente convention, cessera à effet immédiat au 01/01/2020.

Article 5 – Dispositions financières

5.1 – Appels de fonds versés par l'autorité délégante

L'autorité délégante règlera les coûts de la délégation de compétence sous forme d'appels de fonds (acomptes selon la nomenclature M14) puis au vu d'un solde général et définitif en fin de délégation.

Un prévisionnel des appels de fonds à verser par l'autorité délégante sera communiqué par le SIAC, avec un détail opération par opération, et ajusté à tout moment pour une parfaite information de l'autorité délégante. Ces appels de fonds prendront en compte le rythme de perception des subventions en recettes ainsi que le rythme d'exécution des dépenses.

Sur le plan comptable, le traitement de la délégation, et notamment des appels de fonds, relève de la nomenclature comptable M 14, compte 458 opérations sous mandat.

5.2 – Versement du solde

Pour chaque opération, le SIAC produira à l'autorité délégante un état récapitulatif des factures acquittées au titre des interventions déléguées et une demande de versement du solde dû après déduction des appels de fonds et autres recettes.

Un solde général et définitif sera établi en fin de délégation. Le cas échéant, la SIAC remboursera à l'autorité délégante le trop-perçu.

5.3 Intégration de l'actif

En fin de chaque année, les écritures d'intégration comptable seront réalisées à partir des informations fournies par le SIAC sous le contrôle de son Trésorier Principal. Cet état de fin d'exercice dressé par le SIAC, par opération, permettra d'inscrire les dépenses sur un compte 231(.), éligible au FCTVA, dans la comptabilité de l'autorité délégante

5.4 Gestion des besoins de trésorerie

Si le SIAC devait avoir recours à une avance de trésorerie pour préfinancer les dépenses engagées au titre de la présente convention de délégation, les frais financiers et de dossier seront supportés par l'autorité délégante, au prorata le cas échéant en cas de recours à cette solution par d'autres autorités délégantes. Le SIAC les intégrera à son prévisionnel et ces frais seront imputés aux opérations.

5.5 Délais de paiement ou de remboursement

Ils seront de 30 jours à réception des demandes accompagnées le cas échéant des pièces justificatives.

Article 6 - Modalités de contrôle de la délégation

Le SIAC devra tout mettre en œuvre pour permettre à l'autorité délégante d'exercer les contrôles et validations préalables notamment financiers, administratifs et organisationnels, requis pour évaluer la bonne exécution de la délégation de compétences, objet de la présente convention.

A cette fin, le SIAC s'engage à :

- informer l'autorité délégante de toute modification substantielle intervenant dans le fonctionnement des services délégués.
- signaler tout incident grave pouvant engager la responsabilité de l'autorité délégante,
- fournir tous les éléments administratifs et financiers relatifs à l'exercice de cette délégation et notamment l'informer précisément des contrats et marchés en cours de passation et qui sont susceptibles de lui revenir en cas d'interruption de la présente délégation de compétence,
- tenir à disposition de l'autorité délégante de toutes les pièces permettant d'effectuer le contrôle de la délégation.

Le SIAC et l'autorité délégante pourront se réunir semestriellement afin d'assurer le suivi de la convention à la demande de l'une ou l'autre des parties, et autant que nécessaire pour le suivi des études, dossiers administratifs, lancement des travaux et suivis de chantiers. Ces réunions feront l'objet de comptes rendus.

Ces réunions pourront se tenir, totalement ou en partie, entre le SIAC et les autres autorités délégantes concernées par le contrat de rivières des Dranses et de l'Est lémanique pour une parfaite transparence des échanges sur les modalités communes de mise en œuvre des opérations et missions prévues.

Article 7 – Assurances

Le SIAC contractera toutes les assurances nécessaires à l'exercice de la délégation de compétence prévue par la présente convention.

Article 8 – Rémunération du délégataire et pénalités

Sans objet

Article 9 – Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages construits dans le cadre de la présente délégation de compétences seront remis à l'autorité délégante à l'issue de la période de parfait achèvement, une fois toutes les réserves levées. Un procès-verbal sera dressé à cette occasion.

Le suivi des garanties biennales et décennales ne sera donc pas assuré par le délégataire.

Il est, cependant, contractuellement convenu, que si un désordre survenait postérieurement à la période de garantie de parfait achèvement, le délégataire devra, indépendamment des actions résultant des garanties biennale et décennale, mettre en œuvre toutes les actions juridiques possibles pour réparer ces dommages et répondre de toute faute ou tout manquement constaté lors de la conduite du chantier.

Article 10 - Achèvement de la délégation

La délégation de compétence prendra fin immédiatement lors des échéances définies à l'article 4 ci-avant. Toutefois, cela ne dispense pas les parties d'achever le traitement administratif, comptable et financier des rapports entre l'autorité délégante et le délégataire.

Le SIAC s'engage à engager toutes les démarches pour prévenir ses co-contractants et faciliter la reprise des contrats en cours par l'autorité délégante.

Article 11 – Modification de la convention

Toute modification nécessaire de la présente convention fera l'objet d'un avenant notamment en cas d'ajout de toute opération de travaux conformément à la procédure prévue à l'article 2.

Article 12– Cessation anticipée de la délégation de compétences hors des échéances prévues à l'article 4

Il pourra être mis un terme à la présente délégation de compétence par les signataires à tout moment en cas de non-respect des clauses ou pour un motif d'intérêt général. La résiliation interviendra 3 mois après réception d'une LRAR en ce sens.

Article 13 - Litiges

Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente délégation de compétence.

Elles se réunissent dans un délai d'un mois à compter de la réception d'un courrier adressé par la partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'échec à trouver une solution amiable, tout litige pouvant résulter de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de Grenoble.

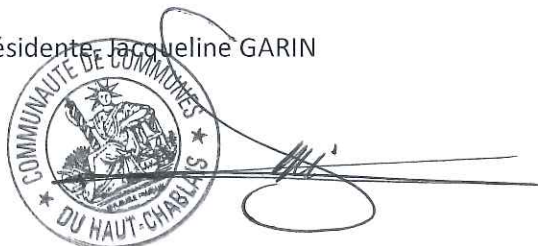
Article 14 - Information sur les actions à entreprendre par le SIAC relevant de l'item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement, en application de l'article 4 des statuts du SIAC

Pour la parfaite information des parties, les actions à entreprendre par le SIAC et relevant de l'item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement, en application de l'article 4 des statuts du SIAC, figurent en annexe n° 1 à la présente convention. Ces actions, exercées en application de la compétence transférée au SIAC, sont financées par contribution de ses membres dans les conditions fixées à l'article 10 de ses statuts.

Fait à THONON LES BAINS, le 15 novembre 2019

En deux exemplaires originaux

Pour la CCHC, la Présidente, Jacqueline GARIN

The image shows a circular official stamp of the "COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT-CHABLAIS" with a central emblem. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink.

Pour le SIAC, La Présidente, Géraldine PFLIEGER

The image shows a circular official stamp of the "SIAC Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais" with a stylized logo. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink.

Annexe :

1. Actions à entreprendre par le SIAC relevant de l'item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement

Annexe 1 : actions à entreprendre par le SIAC relevant de l'item 12° de l'article L 211-7 du Code de l'environnement – article 4 des statuts du SIAC (état prévisionnel)

Actions à entreprendre par le SIAC relevant principalement de l'item 12 de l'article L 211-7 du Code de l'environnement (animation, plans de gestion et études générales) financées par contribution de ses membres dans les conditions fixées à l'article 10 des statuts du SIAC																
Version 2		12/08/2019														
EPC4P	Actions inscrites dans le contrat rivières (réf. C Riv)	Items art. L211-7 Code Environ.	action	priorité	coût estimé	taux subv. Estimé	Agence de l'Eau + CD74			coût net estimé	2018	2019	2020	2021	2022	
							montant subv. estimé									
Volet A	A2.1	6°, 12°	Diagnostic sur les risques de pollution liés au stockage des effluents d'élevage et proposition de préconisations	2	50 000,00 €	60%	30 000,00 €			20 000,00 €				20 000,00 €		
	A3.1-1	6°, 12°	Réduction des pollutions industrielles - Diagnostic sur les rejets polluants à la Basse Dranse des zones industrielles du delta de la Dranse (hors rejets des ICPE identifiées)	1	15 000,00 €	40%	6 000,00 €			9 000,00 €	9 000,00 €					
	A3.3-1	12°	Sensibilisation du personnel des collectivités sur l'utilisation des pesticides et des particuliers sur l'amélioration des pratiques de jardinage	1												
	A4.1	6°, 12°	Diagnostic sur les rejets éventuels issus d'anciennes décharges communales à réhabiliter	2	20 000,00 €	80%	16 000,00 €			4 000,00 €			4 000,00 €			
	A5.1	6°, 12°	Observatoire de la qualité des eaux superficielles des Dranses et des tributaires de l'Est lémanique	1	49 000,00 €	80%	39 200,00 €			9 800,00 €			4 900,00 €		4 900,00 €	
	B1-1	1°, 12°	Etude complémentaire et gestion foncière des espaces de bon fonctionnement	1	104 500,00 €	80%	83 600,00 €			20 900,00 €	5 225,00 €	15 675,00 €				
	B1-2	8°, 12°	Restauration de l'hydrologie fonctionnelle dans les tronçons court-circuités (propriétaires privés / communes)	2												
	B1-4 / B1-5	2°, 5°, 8°, 12°	Plan de gestion de restauration hydromorphologique et de lutte contre les risques (lot 1 tranche ferme et lot 2)	1	287 250,00 €	80%	229 800,00 €			57 450,00 €	28 725,00 €	28 725,00 €				
	B1-7 et B1-8	2°, 12°	Plan de gestion boisements de berges, bois mort et invasives	1	35 000,00 €	80%	28 000,00 €			7 000,00 €	7 000,00 €					
	B1-9	2°, 12°	Lutte contre les espèces végétales invasives - Communiquer et Informer	2												
Volet B2	B1-10	8°, 12°	Préservation, restauration et gestion des zones humides – échelle du bassin versant (plan stratégique des ZH)	1	40 000,00 €	80%	32 000,00 €			8 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €				
	B2-2	5°, 12°	Etat des lieux et inventaire des systèmes d'endiguement au titre de la réglementation sur les ouvrages de prévention des inondations	1	88 740,00 €	0%				88 740,00 €	44 370,00 €	44 370,00 €				
	B2-3	5°, 12°	Etat des lieux et inventaire des barrages et seuils au titre de la sécurité publique	1	90 000,00 €	0%				90 000,00 €	45 000,00 €	45 000,00 €				
	B3.1-1	11°, 12°	Mise en place de stations de mesures de débit	1	180 000,00 €	80%	144 000,00 €			36 000,00 €		9 000,00 €	9 000,00 €		9 000,00 €	
Volet B3	B3.1-2	7°, 12°	Bilan quantitatif de la ressource en eau : suivi du débit de la Dranse de Morine au pont de Couvaloup et des stations de référence du bassin versant (Vacheresse et Bioge)	2	15 000,00 €	80%	12 000,00 €			3 000,00 €				3 000,00 €		
	B3.2-1	12°	Suivi écologique pour mesurer l'effet du relèvement du débit réservé sur les tronçons court-circuités (EDF)	2												
	B3.7-1	12°	Etude d'opportunité pour la réalisation d'une maison de l'eau	3	20 000,00 €		- €			20 000,00 €					20 000,00 €	
	CSV1-1	12°	Inventaire et schéma de valorisation paysagère des abords des milieux aquatiques / réalisation d'opérations mettant en valeur l'espace cours d'eau	2	50 000,00 €	60%	30 000,00 €			20 000,00 €			20 000,00 €			
Volet C	CSV1-2	12°	Création d'un schéma d'organisation et d'aménagement des activités en eau vive (accès, sensibilisation aux sites naturels ...) permettant de favoriser la découverte du milieu en réduisant les impacts / Mise en œuvre d'équipements favorisant la sensibilisation et l'accès au milieu	1	40 000,00 €	60%	24 000,00 €			16 000,00 €	8 000,00 €	8 000,00 €				
	CSV2-1	12°	Mise en valeur du patrimoine lié à l'eau	2	10 000,00 €	80%	8 000,00 €			2 000,00 €				2 000,00 €		
	CSV2-2	12°	Développement d'une signalisation propre au bassin versant et au contrat de rivières	2	10 000,00 €	60%	6 000,00 €			4 000,00 €			2 000,00 €	2 000,00 €		
	CSV2-3	12°	Créer un plan de communication ciblé	1												
	CSV2-4	12°	Organisation de réunions, de formations, d'événements d'information et de sensibilisation sur l'eau et les milieux aquatiques et élaboration de documentations (grand public / élus / acteurs de l'eau)	2	121 000,00 €	80%	96 800,00 €			24 200,00 €			6 050,00 €	6 050,00 €	6 050,00 €	
	CSV2-5	12°	Etudier la mise en place d'une labellisation de type « rivières sauvages » ou « rivières en bon état » des cours d'eau du bassin versant	2												
	CSV2-6	12°	Définition d'un programme d'animations pédagogiques sur l'eau et les milieux aquatiques	3	20 000,00 €	80%	16 000,00 €			4 000,00 €					4 000,00 €	
CA	CSV2-7	12°	Mise en place d'une opération pilote de restauration de berges en techniques alternatives (techniques écologiques) à titre d'exemple emblématique sur le bassin versant	3						- €						
			Animation, suivi et évaluation des actions du contrat de rivières	1	600 000,00 €	62%	372 000,00 €			228 000,00 €	32 867,00 €	28 666,67 €	46 666,67 €	47 333,33 €	73 000,00 €	
					1 845 490,00 €	64%	1 173 400,00 €			672 090,00 €	94 817,00 €	189 486,67 €	181 986,67 €	89 383,33 €	116 950,00 €	

(en € HT)